



Association Tunisienne
de Défense des Libertés
Individuelles

المعرض الاسبوعي للصحافة

LA REVUE DE PRESSE HEBDOMADAIRE
THE WEEKLY PRESS REVIEW

Media Libre 2018



Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 09-11-2018</p> <p>Nora Bhourri juriste en droit social (spécialisée en droit du sport) et enseignante.</p> <p>huffpostmaghreb.com</p>	<p>NON! Je ne suis pas une "chez-nous-là bas"</p> <p>Stigmatisés, les “chez-nous là-bas”, abondent les clichés, sont mis dans des cases et sont sensés y rester sans jamais déborder.</p> <p>Je vous écris de nulle part. L’endroit où je me trouve est sur nulle carte à part celle de la bâtardise. Entre les deux rives, les binationaux ne viennent jamais d’ici mais toujours d’ailleurs. Voici mon histoire. L’histoire d’une désorientée.</p> <p>Alors qu’en France, la stigmatisation des français issus de l’immigration ne cesse de croître, de l’autre rive de la méditerranée, nous assistons à un constat quasi identique.</p> <p>En France, c’est le faciès qui trahit et dans le pays des ancêtres, c’est tout le reste. “De nulle part”, c’est ce que le monde veut que je réponde à “d’où tu viens?”.</p> <p>Entre processus d’assimilation et demande d’intégration, je viens quand même de quelque part et je vais sûrement ailleurs. Mon parcours en témoigne. Née en France de parents tunisiens installés en France depuis les années 70, je suis devenue française à l’âge de 16 ans, après en avoir fait la demande. J’ai vécu en France toute ma vie, j’y ai fait mes études et j’y travaille. Parallèlement, je suis fortement attachée à la Tunisie, je m’y rends chaque année. Je n’ai jamais exclu la possibilité de partir un jour pour y vivre.</p> <p>“Tu ne connais que la Tunisie des vacances”. C’est ce qu’on m’a toujours répété. Me renvoyer à ma condition d’étrangère, je m’y suis habituée. Ma maîtrise du dialecte tunisien et de l’arabe classique ne me sont pas d’une grande aide, mon amour pour la Tunisie n’y fait rien.</p> <p>Les gens s’arrêtent souvent aux étiquettes et adorent me mettre dans une case. C’est rassurant. Je comprends.</p> <p>Je suis profondément attachée à ma culture française, j’ai toujours considéré ma binationalité comme un atout et jamais comme une tare. Cet atout ne me permet pas d’appartenir. C’est un peu plus complexe. Mes deux cultures font partie de mon identité, je ne peux m’en défaire, je ne peux m’amputer de l’une au détriment de l’autre. Les murs et les frontières n’existent pas dans cet ailleurs d’où je viens.</p> <p>En France, le débat autour des binationaux fait rage, nous sommes confrontés sans cesse à faire un choix cornélien entre deux pays, deux nations. En oubliant les paroles d’Ernest Renan, une partie de la classe politique oublie que la nation est une population qui exprime la volonté de vivre ensemble. Il y a toujours les mêmes questions qui reviennent: “tes parents sont français?”, “un jour tu retourneras vivre dans ton pays (la Tunisie ?)”.</p>





Mais quel est mon pays réellement? Et inversement, en Tunisie: “tu préfères la Tunisie ou la France?”, “tu sais parler arabe?”... Et je me trouve à me poser ces questions à mon tour. D’où je viens? Où j’appartiens? Les tunisiens nés en France ne sont pas que de simples touristes rentrant au pays une fois par an, pour profiter du soleil et pour faire la démonstration de signes extérieurs de richesse, de leur dernière voiture ou leur nouvel iPhone dernier cri.

Stigmatisés, les “chez-nous là-bas”, abondent les clichés, sont mis dans des cases et sont sensés y rester sans jamais déborder. Alors NON! Je ne suis pas une “chez-nous là-bas”, je ne connais pas que la “Tunisie des vacances”, et mon chez-moi je le porte dans mon cœur.

Depuis quarante ans, en France, les enfants issus de l’immigration sont pris en otage par des discours nationalistes, coupables de délits de faciès et souffrent des injonctions à s’intégrer ou à se désintégrer.

En Tunisie, plusieurs personnalités politiques, à l’image de Kelthoum Kennou ou de Safi Said, ont souhaité écarter les binationaux des postes ministériels. Comme si notre amour pour ce pays est moindre. En effet, c’est bien connu qu’un bout de papier prouve l’affection qu’on porte pour une terre, une culture et une langue. La Constitution tunisienne reconnaît pleinement les binationaux comme électeurs et éligibles à tous les mandats sans exception, sous réserve de quelques mesures restrictives, telles que l’obligation du candidat élu à la présidence de la République de renoncer à sa deuxième nationalité (article 74). Une réticence constitutionnelle stoppant l’engagement accru des binationaux dans les diverses sphères sociales de la Tunisie où l’on a observé alors une rupture ambitieuse avec le mythe du “chez nous là-bas”, portée par la révolution de 2011. Après la fuite du président déchu Ben Ali, plusieurs milliers de manifestants issus de la diaspora Tunisienne défilent de Paris à Marseille, pour montrer leur soutien au changement politique et exprimer leur joie suite à la chute de la dictature. Cette révolution a été une prise de conscience qui a touché tous les tunisiens. La diaspora s’est identifiée aux mouvements protestataires tunisiens et était désireuse de faire partie des indignés de la révolution. L’engagement de ces “chez-nous” ne s’arrête pas à quelques pancartes et has tags.

Lors du dernier mondial en Russie, la Tunisie a été le 2ème pays comptant le plus de binationaux, derrière le Maroc. La sélection tunisienne de football est composée de près d’un quart de joueurs nés en France, A l’image d’Elyes Skhiri (Montpellier), Mouez Hassen (Châteauroux), Seïfeddine Khaoui (Troyes), ou encore Yohan Benalouane (Leicester), tous formés sur les pelouses françaises. A défaut de Ben Yedder, la Tunisie a toutefois réussi son opération séduction auprès des joueurs binationaux. Désormais, ils ont leur place en sélection tunisienne. En définitive, le débat sur la double nationalité n’est alimenté que par ceux qui la renient, occultant une obligation de choix entre le pays d’origine et la terre d’accueil. La conciliation de deux nationalités est possible, à qui veut l’entendre.

 <p>08-11-2018</p> <p>I.N</p> <p>businessnews</p>	<p>La FTDJ à la présidence de la République : Non à la discrimination entre les médias !</p> <p>La Fédération tunisienne des directeurs de journaux (FTDJ) a exprimé son étonnement face à l'abus commis, ce jeudi 8 novembre 2018, par les services d'information et de communication de la présidence de la République contre de multiples médias écrits et électroniques, en les écartant de la liste des médias invités à la conférence de presse tenue le jour même par le président de la République. Face à ces pratiques qui s'inscrivent dans le cadre d'une segmentation et une catégorisation selon l'appartenance et la loyauté, l'instance dirigeante de la fédération estime que c'est une atteinte flagrante à la liberté d'expression et de presse ainsi qu'au droit des citoyens à l'accès à l'information depuis sa source. Elle a exprimé, ainsi, sa vive protestation contre ces pratiques et appelle à la non-discrimination entre les médias tunisiens à l'avenir.</p>
 <p>09-11-2018</p> <p>F.K</p> <p>realites</p>	<p>Sousse : un sécuritaire condamné à mort</p> <p>Un sécuritaire a été condamné à la peine capitale par pendaison par la chambre pénale près la Cour d'Appel de Sousse ce vendredi 9 novembre 2018. Limogé, l'agent est impliqué dans l'assassinat de l'un de ses frères d'armes. Selon des sources concordantes, le condamné était, à l'époque, en train de former une cellule takfiriste. Il avait kidnappé deux de ses frères d'armes travaillant à Sahloul, dont l'un s'était échappé. Le second, pour sa part, a été assassiné par l'accusé.</p>
 <p>09-11-2018</p> <p>mosaiquefm</p>	<p>Publication de la loi sur l'Instance des Droits de l'Homme au JORT</p> <p>La loi organique portant création de l'Instance des droits de l'Homme a été publiée le 29 octobre 2018 au Journal Officiel de la République Tunisienne (JORT). Le projet de cette loi, adopté le 16 octobre 2018, comporte 59 articles répartis sur 5 chapitres. Le conseil de l'instance des droits de l'Homme se compose, selon l'article 28 du projet de la loi, d'un juge administratif, d'un juge judiciaire, d'un avocat, d'un médecin et de 5 représentants des associations de défense des droits de l'Homme et des libertés formées selon les lois en vigueur.</p>
<p>مقالات باللغة العربية</p>	
 <p>09-11-2018</p> <p>سليم العجرودي</p> <p>alchourouk</p>	<p>المروج: تفكيك شبكة دعارة وفتيات تروجن صورهن عاريات على الـ «فايسبوك»</p> <p>تمكّن أعوان منطقة الأمن الوطني بالمروجيات من تفكيك شبكة لتعاطي الدعارة تضمّ تلميذتين وفتاة وشابيين. وتفيد محاضر باحث البداية أن معلومات وردت على أعوان منطقة الأمن الوطني بالمروجيات مفادها الاشتباه في تردّد فتيات وشبان على شقة كائنة بالمروج الثالث وبمكوئهم داخلها طيلة ساعات الليل، وبمزيد من التحريات تبين أن الشقة المذكورة تمّ تحويلها الى وكر لتعاطي الدعارة وممارسة الجنس داخلها، فتمّ وضعها تحت المراقبة، وعند التيقّن من وجود شابيين وفتيات داخلها، وبمقتضى إذن قضائي تمّت مدهمتها حيث ضبط المحققون داخلها شابيين وثلاث فتيات تبين أن من بينهن تلميذتين انقطعنا عن الدراسة منذ شهر فقط، حيث هجرتا مقاعد الدراسة دون علم عائلتيهما. وبيّنت الأبحاث مع الموقوفين أن الفتيات ترسلن</p>

على شبكة الـ«فايسبوك» صوراً لهن وهن عاريات الى الراغبين في ممارسة الجنس معهن مقابل حصولهن على عمولات بالدولارات. وتقرّر الاحتفاظ بالموقوفين الخمسة ومباشرة الأبحاث اللازمة في شأنهم.

المغرب
الجمهورية المغربية

09-11-2018

نورة الهدار

lemaghreb

روضة العبيدي رئيسة هيئة مكافحة الاتجار بالبشر لـ«المغرب»: «عدد الملفات تجاوز 742 ملفاً، لا علم لنا بنصيبنا من ميزانية وزارة العدل و أول تقاريرنا سيصدر في جانفي 2019»

• الأطفال يتصدّرون طليعة ضحايا الاستغلال الاقتصادي

الاتجار بالأشخاص أصبح واقعا ملموسا في تونس التي يوجد فيها كلّ أنواع هذه الجريمة المتعارف عليها من استغلال اقتصادي للأطفال، مروراً بالاستغلال الجنسي للنساء وصولاً إلى استغلال الأجانب اقتصادياً أيضاً، في إطار التصدي إلى هذه الظاهرة التي أصبحت خطراً يهدّد البلاد والعباد خاصة في تونس ما بعد الثورة وما تلعبه هذه الخطوة من دور في إنجاح المسار الديمقراطي فقد رأت الدولة أن يتم تقنين المسألة وذلك من خلال سنّ القانون الأساسي عدد 61 المؤرخ في 3 أوت 2016 والمتعلّق بمنع الاتجار بالأشخاص ومكافحته، قانون كانت ثمرته هيئة وطنية تعمل في هذا الخصوص ولدت منذ فيفري 2017 بعد مسار عسير بعض الشيء، اليوم وبعد مرور أكثر من سنة ونصف تقريبا على هذا المولود أردنا تسليط الضوء على آخر الإحصائيات حول الملفات المودعة لديها واهم أنشطتها في هذا المجال والإمكانات المتوفرة لديها وذلك من خلال هذا الحوار مع رئيستها السيّدة روضة العبيدي.

• أعدتكم مؤخرا استراتيجية وطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص ماهي آخر التطورات؟

طبعا هذه الاستراتيجية الوطنية صادقت عليها الحكومة وحظيت بإمضاء كلّ الوزارات المتداخلة في هذا الشأن والتي تعمل على مساندة الهيئة في مكافحة هذه الظاهرة، وفي إطار مزيد تفعيل هذه الاستراتيجية انطلقنا كهيئة في جولة وسلسلة لقاءات جمعتنا بعدد من الوزراء على غرار وزيرة المرأة، وزير الشؤون الاجتماعية، وزيرة الشباب والرياضة والمشوار متواصل، هذه اللقاءات سلّطت الضوء على عمل الهيئة وما يمكن لتلك الوزارات أن تقوم به من جهتها من اجل دعم المسار وتحقيق المطلوب، فنحن كهيئة وطنية لمكافحة الاتجار بالبشر لدينا تحديات اليوم في ظلّ الطرف الذي تعيشه البلاد فأردنا من خلال هذه اللقاءات العمل والبناء على ما هو موجود أي أن الوزارات التي بإمكانها المساعدة بتوفير مراكز الإيواء، العلاج للضحايا وغيرها من الخدمات فهذه خطوات هامة.

• نتيجة هذه الاستراتيجية كيف تقيّمونها اليوم؟

في الحقيقة دائما نطمح إلى ما هو أفضل ولكن ما تحقّق إلى حدّ الآن ايجابي و ايجابي جدّا فقد تمكّنا من خلال الزيارات التي تحدثنا عنها سلفا مع عدد من الوزارات إلى وضع الإصبع على عديد الإشكاليات وتشخيصها وأيضاً إيجاد الحلول المناسبة من خلال العمل التشاركي، فقد تعهّدت وعبّرت الوزارات كلّ وفق اختصاصه عن استعدادها للتعاون ومدّ يد المساعدة للهيئة سواء من خلال الإيواء، العلاج والعناية بالضحايا والإحاطة أيضاً.

• لسائل أن يسأل الهيئة اليوم تلجأ إلى الوزارات أين ميزانيتها؟

يقول الفصل 44 من القانون الأساسي عدد 61 المؤرخ في 2016 المتعلق بمنع الاتجار بالأشخاص ومكافحته أنه تحدث لدى وزارة العدل هيئة تسمى «الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص» وتخصص للقيام بمهامها اعتمادات تلتحق بميزانية وزارة العدل. ولكن كلّ ما اعرفه هو أن الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالبشر لديها مقرّ وفريق يعمل ولا علم لي بنصيبنا من ميزانية وزارة العدل ولم نتلق أي اعتمادات ولا اعرف لماذا و هو أمر غريب فعلا ولكن لا يتّينا عن مواصلة أعمالنا بالموجود وبالتنسيق مع الوزارات وكذلك بالدعم الذي نتلقاه من المنظمات الدولية سواء على المستوى اللوجستي أو التكويني.

• ماذا عن الحملات التحسيسية؟

الهيئة مواصلة في هذا التوجّه من اجل مزيد التعريف بها وتشجيع الضحايا على كسر جدار الصمت وذلك من خلال الحملات التحسيسية والأنشطة التي نقوم بها في مسألة الاتجار بالأشخاص وكيفية التصدي لهذه الجريمة سواء من خلال الاستراتيجية الوطنية أو كذلك مشاركة تونس مؤخرًا في حملة «القلب الأزرق» التي أطلقتها الأمم المتحدة، فما يمكن قوله اليوم هو أن الإرادة من قبل مؤسسات الدولة موجودة وهي تعطي دفعا معنويا للهيئة من خلال دعم العمل التشاركي لمواجهة الإشكاليات.

• نتحدّث الآن بلغة الأرقام فكم عدد الملفات التي وصلت الهيئة هذه السنة؟

العدد الجملي لم يتم تحديده بعد باعتبار الهيئة منكبّة على إعداد تقريرها السنوي الذي سيحتوي على كلّ التفاصيل، ولكن ما يمكن تأكيده هو أن عدد الملفات سواء من خلال الإشعارات أو الاتصال المباشر بالهيئة فاق بكثير إحصائيات السنة المنقضية أي أكثر من 742 ملف أو حالة، وهذا يعتبر مؤشرا ايجابيا جدًا باعتباره يترجم الوعي الذي تكون لدى الضحايا وكذلك الرأي العام بأهمية هذا الملف وخطورة هذه الجريمة التي لا بد من مكافحتها من خلال كسر جدار الصمت وكشفها لدى الهيئة فالأمور بدأت تتضح في هذا الخصوص خاصة مع دعم المجتمع المدني والمنظمات الدولية. علما وأن التقرير السنوي سيصدر في 23 جانفي المقبل تزامنا مع إحياء تونس لذكرى إلغاء العبودية وهو أول تقرير للهيئة.

• من هي أكثر الفئات تضررا من هذه الجريمة؟

الأطفال يتصدرون طليعة ضحايا الاستغلال الاقتصادي وهو نوع من أنواع الاتجار بالأشخاص لذلك اعتبرت الهيئة هذه السنة هي سنة الطفل عملت من خلالها على ايلاء هذا الملف الأهمية اللازمة بهدف التقليل من عدد الأطفال المستغلين خاصة في التسول والتشغيل وذلك بالتنسيق مع وزارة الداخلية وبقية الأطراف المعنية وما لاحظناه في شوارعنا هو انخفاض عدد الأطفال المتسولين في المرتبة الثانية نجد الاستغلال الجنسي للنساء، أما الأجانب فكلّ الحالات تتعلق بالاستغلال الاقتصادي ولا وجود لاستغلال جنسي.

• سنة ونصف تقريبا على عمر الهيئة ما هو تقييمكم لما حققتموه؟

الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص تم تنصيبها في فيفري 2017 وانطلقت في عملها بفريق متكامل ومتماسك وبما توفّر لديها من إمكانيات، بعد سنة تقريبا وفي 23 جانفي 2018 تحصّلنا على مقرّ من المؤكد انه فتح الباب لمزيد دعم عملنا، اليوم ما يمكن قوله هو أن الهيئة قامت بما يمكنها القيام به ربما يتجاوز إمكانياتها في بعض الأحيان، فنحن ليس لدينا إمكانيات خاصة لذلك توجّهنا إلى تفعيل الإمكانيات الموجودة والمتوفرة لدى الوزارات المتداخلة والمشاركة في الاستراتيجية الوطنية من اجل مواصلة رسالتنا في مكافحة ظاهرة الاتجار بالبشر بكلّ أصنافها.

• صدر مؤخرًا قانون يتعلق بالقضاء على جميع أشكال التمييز العنصري، تعليقكم؟

بالطبع تعتبر خطوة ايجابية جدًا و نحن ندعمها ونثمنها لأنها بكلّ بساطة تعزز للمنظومة الحقوقية في تونس ولا يمكن أن تكون إلا في صالح التأسيس لدولة تحترم حقوق الإنسان في كلّ جوانبها، فحتى وان كانت هناك ضحية تمييز عنصري وحيدة في بلادنا فلا بدّ أن نثور من اجلها لأنها تنعكس على صورة تونس في الخارج.

لقاء الترجي والأهلي: الهايكا تدعو إلى عدم بث خطابات العنف والكراهية

دعت الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري (الهايكا) كل القنوات التلفزيونية والإذاعية إلى الالتزام بالقوانين والتراتيب والقواعد المهنية والأخلاقية في تغطيتها لمباراة الإياب التي ستجرى اليوم الجمعة 09 نوفمبر 2018 بين فريق



09-11-2018

shemsfm

الترجي الرياضي التونسي والأهلي المصري. وقالت الهيئة في بيان أصدرته اليوم الجمعة، إنها رصدت إثر المقابلة الرياضية التي جمعت نهاية الأسبوع الفارط هذين الفريقين وفي بعض برامج وسائل الإعلام السمعية والبصرية، خطابات تحريض وكراهية، داعية في هذا الصدد عدم بث مثل هذه الخطابات التي تحرض على العنف أو التمييز والإقصاء، سواء من قبل الإعلاميين أو المعلقين أو ضيوف البرامج الرياضية وغيرها، مسجلة كانت أو مباشرة، كما تدعو إلى ضرورة الحرص على منع التلبس والشتم واستعمال مصطلحات التجييش والاثارة. وذكرت الهيئة كافة وسائل الإعلام السمعية والبصرية بمسؤوليتها وأهمية دورها في المساهمة في تكريس مناخ سليم ومنع إثارة النعرات والكراهية لأي سبب كان وفي نشر الوعي بضرورة التحلي بالروح الرياضية ونبذ العنف

وكيل الجمهورية بأريانة: القانون عدد 5 خفض عدد المحتفظ بهم بنسبة 40%



09-11-2018

mosaiquefm

أكد وكيل الجمهورية بالمحكمة الابتدائية بأريانة سعيد بن رمضان في تصريح لمبعوثه موزاييك هناء السلطاني الجمعة 9 نوفمبر 2018 أنه منذ بداية سريان تطبيق القانون عدد 5 في جوان سنة 2016 من مجلة الاجراءات الجزائية والمتعلق بفترة الاحتفاظ، تمت متابعة تأثيره خاصة على مستوى عمل النيابة العمومية والاحتفاظ وملفات التلبس التي ترد عليهم.

وأضاف أن الإحصائيات المسجلة بينت إنخفاضا كبيرا في عدد المحتفظ بهم بنسبة 40 بالمائة، معتبرا أن هذه النسبة ايجابية جدا لأنها خفضت من عدد ملفات التلبس التي ترد عليهم وما يتطلب ذلك من نيابة ودوائر قضائية وغيرها.

دليل المحامي وثيقة عمل توحد المحامين في إتخاذ الاجراءات

وقال وكيل الجمهورية بالمحكمة الابتدائية بأريانة أن "دليل المحامي كشريك في إقامة العدل" الذي قدمته هيئة المحامين الشبان اليوم وتم إعداده بالتعاون مع جمعية المحامين والقضاة الأمريكيين يعتبر وثيقة عمل تيسر للمحامي جملة من الإجراءات التي كان فيها إختلاف في التفسير كما انه سيسهل على المحامي كيفية التعاطي في الملفات المعروضة أمامه.

وأضاف أن هذا الدليل سيوحد العمل بين مختلف المحامين ويبسط الإجراءات المتعلقة بالاحتفاظ والحضور أمام الضابطة العدلية وإحالة المحاضر على النيابة العمومية في وقت لاحق.

Le 08-11-2018

<http://adltn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 08-11-2018 Rihab Boukhayatia huffpostmaghre b</p>	<p>Des Tunisiens qui ont subi les tests anaux racontent leur calvaire à Human Rights Watch</p> <p>HRW dénonce la persistance du recours aux tests anaux.</p> <p>Ils sont jeunes et moins jeunes. Ils sont étudiants, chômeurs, réalisateurs, ingénieurs, etc. Tous ont vécu l'abomination des tests anaux après des rapports sexuels consentis ou des viols. L'ONG Human Rights Watch (HRW) dénonce dans un rapport, publié le 8 novembre, et intitulé "Des arrestations pour 'homosexualité' menacent le droit à la vie privée", la poursuite du recours aux tests anaux en Tunisie.</p>

Assimilée à de la torture, la pratique des tests anaux a été fustigée par plusieurs associations nationales et internationales. Cela n'a pas empêché la persistance de cette pratique, en se fiant aux différents témoignages recueillis par HRW entre 2017 et 2018.

“Les autorités tunisiennes confisquent et parcourent les téléphones d'hommes soupçonnés d'homosexualité, les contraignant à subir des examens anaux et à avouer leur orientation sexuelle”, fait savoir l'ONG, qui évoque des cas de violation du droit à la vie privée, des mauvais traitements infligés par la police, d'extorsion d'aveux, de privation du droit d'accéder à un avocat.

Les circonstances de la pratique des tests anaux sont diverses: viols, bagarres, délation de voisins ou délits de faciès. Les personnes ont été arrêtées en vertu de l'article 230 du code pénal criminalisant l'homosexualité ou encore l'article 226 du même code relatif à l'outrage public à la pudeur.





HRW rapporte le cas de K.S, ingénieur âgé de 32 ans, qui est allé porter plainte pour viol collectif et s'est retrouvé sur les bancs des accusés, contraint à subir un test anal pour voir s'il est “habitué à la sodomie”.

Une personne âgée de 17 ans a été arrêtée plusieurs fois suite à des accusations de sodomie. Le jeune homme a été contraint à un examen anal. Au test anal s'ajoute une autre pratique controversée, la thérapie de conversion que l'adolescent a dû subir pendant des mois.

HRW rappelle que le test anal et l'arrestation des personnes à cause de leur orientation sexuelle sont contraires aux articles 21, 23 et 24 de la Constitution tunisienne relatifs à la protection de la vie privée, l'inviolabilité du domicile, l'égalité entre tous les citoyens, et l'interdiction des mauvais traitements et de la torture.

L'ONG se base aussi sur les dispositifs du Code de procédure pénale interdisant les perquisitions à domicile et la saisie d'objets sans un mandat judiciaire et l'article 1 de la loi n° 63 sur la protection des données à caractère personnel.

En 2017, le Comité des droits de l'homme de l'ONU, qui surveille le respect de cet instrument juridiquement contraignant, avait dénoncé la pratique des tests anaux et l'arrestation des personnes à cause de leur orientation sexuelle. “L'État devrait interdire les examens médicaux intrusifs qui n'ont aucune justification médicale et ne peuvent être consentis de manière libre et éclairée par les personnes qui les subissent et qui seront, de ce fait, poursuivis en justice (...)”, avait souligné le Comité onusien. À l'époque, le ministre chargé des Relations avec les instances constitutionnelles, la société civile et les organisations des droits de l'homme, Mehdi Ben Gharbia avait annoncé que la Tunisie s'engage à “arrêter le recours aux tests anaux, sans consentement et sans assise légale”.

	<p>Ce rapport de HRW démontre que le recours au test anal persiste malgré l'engagement de l'État d'y mettre fin progressivement. À noter que le 11 octobre, 13 députés ont présenté un code des libertés individuelles. L'abrogation de l'article 230 du Code pénal est incluse dans ce projet de code.</p>
 <p>07-11-2018 I.N. businessnews</p>	<p>Le Tribunal administratif déboute l'interdiction de tournage d'un film à Kébili</p> <p>La section de Gabès du Tribunal administratif a décidé, le 5 novembre 2018, un sursis à l'exécution de la décision émise par le gouverneur de Kébili et qui interdisait le tournage de scènes d'un film où on abaissait le drapeau national et on levait celui de de l'organisation terroriste Daech, au-dessus d'un établissement scolaire et d'un établissement sanitaire Les producteurs du film avaient décidé de porter l'affaire en référé devant le Tribunal administratif à Gabès, estimant que cette interdiction leur cause un préjudice. Le tribunal a ainsi décidé l'arrêt de la décision du gouverneur jusqu'à la fin des délais pour la procédure sur le fond de l'affaire ou la prononciation d'un jugement.</p>
 <p>08-11-2018 W.J realites</p>	<p>Un collectif d'avocats conteste la nomination de René Trabelsi devant la justice</p> <p>Un collectif d'avocats a décidé ce jeudi 08 novembre 2018, de faire appel à la nomination du nouveau ministre du Tourisme, René Trabelsi auprès du tribunal administratif afin de suspendre la décision du chef du gouvernement Youssef Chahed, annoncée lundi dernier lors du remaniement ministériel. Notons que parmi les premiers contestataires de cette décision, le député à l'ARP, Yassine Ayari qui a assuré qu'il fera appel de la proposition de René Trabelsi devant la justice pour conflit d'intérêts. Le député controversé a également prétendu que René Trabelsi est assez proche de l'Etat sioniste, chose que l'homme d'affaires, propriétaire du Tour opérateur, Royal First Travel, a catégoriquement niée.</p>
 <p>08-11-2018 mosaiquefm</p>	<p>Une nouvelle procédure en référé contre la nomination de René Trabelsi</p> <p>L'Instance nationale de soutien à la résistance arabe et de lutte contre la normalisation avec l'entité sioniste a annoncé qu'elle a engagé une procédure en référé auprès du tribunal administratif contre la nomination de René Trabelsi comme ministre du tourisme. L'Instance a justifié cette action par les "positions favorables" de René Trabelsi à l'Etat sioniste.</p>
<p>مقالات باللغة العربية</p>	
 <p>08-11-2018 خالد الهرقام alchourouk</p>	<p>منزل تميم: تعرّض عدد من الجوامع للسرقة</p> <p>تعرض جامع سيدي جمال الدين من معتمدية منزل تميم يوم الاثنين بعد صلاة الصبح لعملية خلع وسرقة مضخمي صوت وعدد من المصاحف وكتب القران وهي رابع عملية سرقة تتم في ظرف أسبوع بالوطن القبلي وبشكل مماثل وتستهدف المعدات الصوتية اذ طالبت السرقات جامع ناصر بحمام الغراز وجامعي النور والتوبة بقربة وقد تعهد أعوان الامن بالمناطق المذكورة بالبحث والتحقيق ومباشرة قضايا لاماطة اللثام عن المتهمين</p>

08-11-2018

نورة الهدار

[lemaghreb](http://lemaghreb.com)

الاكتظاظ هو واقع ملموس تعيش على وقعه كلّ السجون التونسية منذ عقود وهو مؤشّر سلبي خاصة في تونس ما بعد

الثورة ويتعارض مع مبدأ حقوق الإنسان والمعايير الدولية، فقد فاقت نسبة الاكتظاظ بالسجون التونسية الـ100% وفق ما صرّح به وزير العدل غازي الجريبي سابقاً، أمام هذه الوضعية التي اقل ما يقال عنها أنها كارثية أصبح ملف السجون من بين الملفات الحارقة ذات الأولوية لدى وزارة العدل بالتنسيق مع الجهات المعنية من اجل البحث عن حلول للتقليص من العدد المهول للسجناء الذين تعجّ بهم الزنزانات فوق طاقة استيعابها بكثير، الخطوة الأولى للإصلاح لا بد أن تنطلق من التشريع حيث شرعت لجنة مختصة منذ سنوات في تعديل جزء هام من المجلة الجزائية على غرار وضع عقوبات بديلة عن السجن مثل السوار الالكتروني كما هو موجود في الجزائر مثلاً.

للتذكير فإن مجلس نواب الشعب قد صادق في افريل 2017 على قانون تنقيح الفصل 12 من القانون الأساسي عدد 52 المؤرخ في 18 ماي 1992 المتعلق بالمخدرات حيث تم سنّ القانون الأساسي عدد 39 لسنة 2017 والذي يتضمن فصلا وحيدا يقول «لا تنطبق أحكام الفصل 53 من المجلة الجزائية على الجرائم المنصوص عليها بهذا القانون باستثناء تلك المنصوص عليها بالفصلين 4 و8 منه» وعليه يتم إلغاء مضمون الفصل 12 المذكور سلفاً.

مقترح جديد

أعلن وزير العدل الحال غازي الجريبي مؤخرا أن وزارته قد أعدت مشروع قانون يتعلق بالعقوبة البديلة التي سيتم اعتمادها قريبا وهي السوار الالكتروني الذي يعوّض الإيقاف التحفظي وذلك للحد من الاكتظاظ داخل السجون التونسية، هذا المشروع اليوم على طاولة رئيس الحكومة يوسف الشاهد في انتظار وضعه على طاولة نقاش المجلس الوزاري للنظر فيه ومن ثمّة إحالته على البرلمان لمناقشته صلب اللجنة المختصة أولا قبل عرضه على الجلسة العامة للتصويت، كلّ هذه الخطوات ستكون مهمة متابعتها من قبل وزير العدل الجديد كريم الجموسي الذي سيتسلّم المشعل من الجريبي في صورة نالت حكومة الشاهد الجديدة الثقة من مجلس النواب، ولكن تبقى هذه المبادرة نقطة ايجابية تحسب في سجلّ الوزير الحالي وفي تاريخ السجون التونسية ككل. وتجدر الإشارة أن تجربة السوار الالكتروني تم تطبيقها قبل إيداع المشروع، حيث أعلن غازي الجريبي بتاريخ 10 جويلية 2017 عن الانطلاق في تنفيذ هذه التجربة التي شملت بعض الجرائم التي لا تشكل خطرا على المجتمع ويتمكن بمقتضاها المحكوم من ممارسة نشاطه اليومي تحت المراقبة العدلية والقضاء بشكل عام وفق تعبير الجريبي.

تتعدّد الأسباب والنتيجة واحدة

يمثل عدد الموقوفين في قضايا المخدرات النسبة الأكبر من المساجين حيث بلغ 20 ألف موقوف بعد دخول القانون الجديد الذي يلغي الفصل 12 من القانون 52 المتعلق بالمخدرات حيّز التنفيذ والذي يعطي السلطة التقديرية للقضاة (العدد الجملي للموقوفين في قضايا مخدرات قبل القانون كان 25 ألف موقوف)، ولكن هذا لا يعني انه تم القضاء على ظاهرة الاكتظاظ داخل السجون التونسية، هنا ارجع غازي الجريبي الأمر إلى عديد الأسباب الأخرى أهمها طول انتظار الموقوفين لمدة تصل في أقصاها إلى 14 شهرا مبينا في إحدى تصريحاته أن “عدد الموقوفين في السجون وهم بانتظار محاكمتهم أعلى من عدد السجناء المحكومين” تتقاطع عديد الأسباب ولكن النتيجة واحدة وهو اختناق السجون التونسية بالموقوفين لنجد زنزانات تستوعب أكثر من طاقتها وهذا يتنافى مع المعايير الدولية وحقوق الإنسان

 <p>08-11-2018</p> <p>shemsfm</p>	<p>نقابة الصحفيين ترفض «السياسة الإنتقائية» التي تمارسها رئاسة الجمهورية ورئاسة الحكومة</p> <p>عبرت النقابة الوطنية للصحفيين التونسيين عن إدانتها ورفضها للسياسة الإنتقائية التي تمارسها مؤسستا رئاسة الجمهورية ورئاسة الحكومة في عملية توجيه الدعوة للصحفيين ووسائل الإعلام لتغطية أنشطتها. واعتبرت في بيان صادر عنها الخميس أن ذلك "يُراد من خلاله شق الصّف الصحفي وتكريس منظومة تقوم على الولاء والبروباغندا مثلما كان سائداً خلال العهد السابق". وأكدت أن ذلك يأتي " في خضم الأزمة السياسية الراهنة التي ساهمت في تعطيل مسار إصلاح الاعلام وتفعيل القرارات التي تخص تحسين الوضع الاقتصادي والاجتماعي للصحفيين وانجاز الإصلاحات التشريعية الضرورية في سياق استكمال مسار بناء مشهد اعلامي ديمقراطي وحرري بعيدا عن موروث الديكتاتورية". ودعت النقابة مختلف وسائل الإعلام إلى التمسك بأخلاقيات المهنة وميثاق الشرف الصحفي وعدم الانجرار وراء محاولات الزج بالقطاع في أتون الاصطفافات لصالح هذا الطرف أو ذلك مع ضمان حق المواطن في الحصول على المعلومة في كنف الدقة والمهنية والموضوعية. كما دعت، السلطة التنفيذية الى توضيح المقاييس التي يتم من خلالها دعوة وسائل الإعلام والصحفيين لمواكبة الأنشطة الرئاسية والحكومية تماشياً مع مبادئ الشّافية والديمقراطية وحرية الإعلام.</p>
 <p>08-11-2018</p> <p>mosaiquefm</p>	<p>جامعتا "النزل" و"وكالات الأسفار" مستعدتان للعمل مع روني الطرابلسي</p> <p>أكدت جامعتا "النزل" و"وكالات الأسفار" على استعدادهما للعمل مع وزير السياحة المقترح من قبل رئيس الحكومة يوسف الشاهد، روني الطرابلسي التونسي ذو الأصول اليهودية، في وقت أثار فيه تكليفه بهذه الوزارة جدلا بين مؤيد لهذا التعيين ورافض له</p>

Le 07-11-2018

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>07-11-2018</p> <p>Rihab Boukhayatia</p> <p>huffpostmaghre</p> <p>b</p>	<p>Le harcèlement sexuel pendant les JCC, un fléau dénoncé par Aswat Nissa</p> <p>L'association Aswat Nissa relate des plaintes de plusieurs filles et femmes qui se sont vue harceler sexuellement pendant les JCC.</p> <p>Les Journées cinématographiques de Carthage (JCC) riment avec des files d'attentes interminables, un centre-ville bondé, des personnes collées les unes aux autres, parfois propices aux harceleurs.</p> <p>L'association Aswat Nissa relate des plaintes de plusieurs filles et femmes qui se sont vue harceler sexuellement pendant les JCC.</p> <p>Dans ce cadre, l'organisation lance une campagne intitulée "Non au harcèlement".</p> <p>Aswat Nissa rappelle que le harcèlement sexuel est puni par la loi organique de 2017 sur la lutte contre les violences faites aux femmes. L'article 226 ter (nouveau) dispose: "Est puni de deux (2) ans d'emprisonnement et d'une amende de cinq (5) mille dinars celui qui commet le harcèlement sexuel.</p>

Est considéré comme harcèlement sexuel toute agression d'autrui par actes ou gestes ou paroles comportant des connotations sexuelles qui portent atteinte à sa dignité ou affectent sa pudeur, et ce, dans le but de l'amener à se soumettre aux désirs sexuels de l'agresseur ou ceux d'autrui, ou en exerçant sur lui une pression dangereuse susceptible d'affaiblir sa capacité à y résister (...)"

L'ONG, qui affirme avoir reçu de nombreuses plaintes, appelle le comité d'organisation à consacrer plus d'efforts pour mettre fin à ce fléau. Les agents de sécurité des salles de cinéma et les forces de l'ordre sont appelés à prendre plus de mesures pour prévenir et prendre en charge le harcèlement.

Une enquête du Centre de recherches, d'études, de documentation et d'information sur la femme (CREDIF) montre que 53.5% des femmes interrogées affirment avoir subi une forme de violence dans l'espace public.

78% d'entre elles disent avoir subi une forme de violence morale, 41% une violence physique et 75.4% une violence sexuelle.

Les journées cinématographiques de Carthage se déroulent du 03 au 10 novembre 2018 dans plusieurs salles de cinéma du pays, principalement au centre-ville de Tunis.

206 films, provenant de 47 pays du Monde Arabe et d'Afrique sont diffusés dans les différentes compétitions et sections (compétitions officielle, section officielle hors-compétition, sections parallèles et Carthage Pro) de ce festival annuel du film.



07-11-2018

F.J

[businessnews](http://businessnews.com.tn)

René Trabelsi : Je n'ai pas la nationalité israélienne !

Désigné à la tête du ministère du Tourisme lors du remaniement de ce lundi, René Trabelsi a affirmé, mercredi 7 novembre 2018, qu'il n'a pas la nationalité israélienne et qu'il était fier d'être tunisien. « C'est vraiment décevant d'entendre ce genre de rumeurs circulant à mon égard. Je suis prêt à étayer ma déclaration par des preuves. Mais, je suis quand même ravi de la réaction de plusieurs Tunisiens par rapport à ma nomination » a-t-il expliqué, au micro de Mosaïque Fm, qualifiant ces accusations de dangereuses. M. Trabelsi a notamment salué l'audace et le courage du chef du gouvernement, Youssef Chahed qui, selon lui, plusieurs pays en ont témoigné. Rappelons que le Front populaire a affirmé hier soir, dans un communiqué, que le gouvernement actuel comportait des personnes ayant normalisé avec l'entité sioniste.



06-10-2018

[shemsfm](http://shemsfm.com)

Béji Caïd Essebsi décide de prolonger l'état d'urgence d'un mois

Le président de la République, Béji Caïd Essebsi a décidé, mardi, de prolonger l'état d'urgence d'un mois sur l'ensemble du territoire, à compter du 7 novembre courant jusqu'au 6 décembre prochain. Cette mesure intervient après concertation avec le chef du gouvernement

Youssef Chahed et le président de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), Mohamed Ennaceur au sujet des questions liées à la sûreté nationale, a indiqué un communiqué de la présidence de la République.



07-11-2018

mosaiquefm

Vidéo polémique : la HAICA appelle El Hiwar Ettounsi à une enquête

La Haute Autorité indépendante de la communication audiovisuelle (HAICA) a indiqué dans un communiqué qu'elle a appelé la direction de la chaîne El Hiwar Ettounsi à ouvrir une enquête suite à la publication d'une vidéo montrant les coulisses d'une émission télévisée diffusée sur ladite chaîne, qui contient des propos injurieux à l'encontre de certaines régions et catégories. La HAICA a appelé El Hiwar à informer l'opinion publique de l'issue de cette enquête et appelé tous les médias à ne pas instrumentaliser leurs plateaux pour semer la discorde entre les régions pendant cette phase précaire que traverse le pays.

مقالات باللغة العربية

المحكمة الادارية بقابس توقف قرار والي قبلي منع تصوير مشاهد من شريط سينمائي



07-11-2018

alchourouk

أفاد اليوم القاضي عماد الغابري رئيس وحدة الاتصال بالمحكمة الإدارية مراسل (وات) ان رئيس الدائرة الابتدائية الجهوية للمحكمة الادارية في قابس القاضي حسام التريكي قد أصدر بتاريخ 05 نوفمبر الحالي قرارا يقضي بالإذن بتوقيف تنفيذ قرار والي قبلي عدد 532 بتاريخ 04 اكتوبر 2018 والمتضمن منع شركة "سينيتيليفلم" من تصوير بعض المشاهد من فيلم سينمائي داخل مؤسسة تربية ومركز صحة أساسية في منطقة قصر غيلان من معتمدية دوز الشمالية. وقد استندت المحكمة في قرارها المذكور على حماية الحق في الثقافة وحرية الإبداع المنصوص عليها في دستور 2014 وتحديدًا في الفصلين 31 و 42 منه والتي لا يمكن النيل منها طبقاً لأحكام الفصل 49 من هذا الدستور إلا وفق ضوابط محددة ومشددة تراعي مبدأ الضرورة ومبدأ التناسب. وقد رأت المحكمة انه لم يثبت تحقق الشروط الواجبة للتضييق من حرية الإبداع في الملف الذي تعهدت به، وفق نفس المصدر. ويذكر أن العمل بهذه الدائرة الابتدائية الجهوية للمحكمة الادارية التي يغطي نشاطها ولايتي قابس وقبلي قد انطلق يوم 22 فيفري 2018.



06-11-2018

nawaat

من داخل سجن المرناقية: فيلم "في عيني" جرة حرية مؤقتة

داخل سجن المرناقية وأمام 500 سجين افتتح فيلم "في عيني" للمخرج التونسي نجيب بالقاضي أيام قرطاج السينمائية في السجون بحضور الشخصية المحورية في الفيلم نضال السعدي. شاركت المنظمة العالمية لمناهضة التعذيب والإدارة العامة للسجون والإصلاح في تنظيم هذا العرض وغيره من العروض بعدد من السجون الأخرى مثل برج الرومي ومرناق والمسعدين. تابعت نواة عرض "في عيني" والنقاش الذي دار بين فريق الفيلم والمساجين، وقد حاولنا توثيق بعض اللحظات التي تحرر فيها السجناء من ضيق المؤسسة العقابية ليترحوا الأسئلة ويعبروا عن قراءاتهم المختلفة لهذا العمل الفني.



07-11-2018

shemsfm

هيئة المحامين ترفض التتقيحات المزعم اجراؤها على قانون مكافحة الإرهاب ومنع غسل الأموال

قال عميد المحامين عامر المحرز، انه أعلم رئيس مجلس نواب الشعب ولجنة التشريع العام بالبرلمان عن رفض هيئة المحامين التتقيحات المزعم اجراؤها في مشروع تنقيح وإتمام القانون الأساسي المتعلق بمكافحة الإرهاب ومنع غسل الأموال. وأوضح المحرز في تصريح لوكالة تونس افريقيا للأنباء، على هامش تنظيم لجنة التشريع العام لجلسة استماع له، الأربعاء، في اطار مواصلتها النظر في مشروع القانون الأساسي عدد 28/2018 المتعلق بتنقيح وإتمام القانون الأساسي

عدد 26 لسنة 2015 المؤرخ في 7 أوت 2015 المتعلق بمكافحة الإرهاب ومنع غسل الأموال، أن هذه التنقيحات تمس من السر المهني للمحامي. وأكد أن هذه التنقيحات لا دستورية، وأن المحامين سينظمون تحركات احتجاجية للدفاع عن مهنتهم في صورة تم تمرير هذه التنقيحات.



محمد بالعربي: مشروع لدعم هجرة عادلة ببلدان المغرب بـ2.4 مليون أورو

07-11-2018

mosaiquefm

أعلنت وزارة الشؤون الاجتماعية ومكتب العمل الدولي عن إنطلاق مشروع "أمام" لدعم الهجرة العادلة في بلدان المغرب والذي يسعى إلى تحسين حوكمة الهجرة وتشجيع الهجرة العادلة للعمالة في بلدان المغرب (ليبيا والمغرب وموريتانيا وتونس). وقال المسؤول عن المشروع محمد بالعربي إنَّ كلفة المشروع تصل إلى 2.4 مليون أورو ويهتم بالمهاجرين القادمين إلى 4 بلدان في شمال إفريقيا (ليبيا والمغرب وموريتانيا وتونس) أو المهاجرين خارجها. ويهدف المشروع شبه الإقليمي إلى تحقيق ثلاثة أهداف رئيسية وهي تحسين التماسك بين سياسات الهجرة والعمل والتنسيق بين الجهات الفاعلة الرئيسية في سوق العمل بشأن الهجرة من أجل العمل وحوكمة الهجرة من أجل التوظيف. ويعتبر المشروع استمرارا لعدة مشاريع إقليمية (شمال إفريقية) ومشاريع وطنية للتعاون ودعمها تقنيا منظمة العمل الدولية. وستنفذ منظمة العمل الدولية هذا المشروع بتمويل من الوكالة الإيطالية للتنمية والتعاون بالشراكة مع الهيئات الثلاثية الأطراف من البلدان الأربعة لمدة 3 سنوات من 2018 إلى 2021.

Le 06-11-2018

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>06-11-2018</p> <p>huffpostmaghreb</p>	<p>Harcèlement scolaire: la vidéo d'un garçon de 7 ans choque sur les réseaux sociaux</p> <p>“Je veux rejoindre le Bon Dieu pour toujours”, a-t-il lancé.</p> <p>La vidéo, repérée par Le Parisien sur Twitter, est déchirante. Un petit garçon de 7 ans, en larmes, raconte que chaque jour, à l’école, il est victime de harcèlement scolaire de la part d’un autre écolier.</p> <p>“Je veux rejoindre le Bon Dieu pour toujours. Et lui, qu’il arrête de me taper”, lance-t-il dans la vidéo vue plus de 900.000 fois et dont le tweet a été partagé près de 25.000 fois.</p> <p>En moins d’une minute, le garçon, nommé Lucas par Le Parisien mais dont le prénom a été changé, raconte qu’il se fait “taper tout le temps” par un “petit garçon” de son école catholique privée du département de l’Aisne. Et entre deux sanglots, il dit vouloir mourir.</p> <p>Plainte déposée le mois dernier</p> <p>Selon les informations du quotidien, les faits dureraient depuis plusieurs mois et une plainte a été déposée le mois dernier par la mère de Lucas. Celle-ci n’a pas souhaité communiquer et ne serait pas à l’origine de la diffusion de la vidéo. Par ailleurs, aucune information n’a été donnée concernant la personne qui a tourné la vidéo.</p>

La directrice de l'école a simplement précisé au quotidien: "Les autorités compétentes ont été prévenues". "Ma collègue a fait son travail, on ne peut pas dire que nous n'avons rien fait face à cette situation", selon un autre membre de l'école. Quant à l'académie d'Amiens, contactée par Le Parisien mercredi 7 novembre, elle affirme n'avoir aucune information sur ce dossier.

Depuis, des vidéos et dizaines de commentaires de soutien ont été adressés à Lucas.

Ce jeudi 8 novembre est la journée nationale contre le harcèlement scolaire. À cette occasion, la secrétaire générale des Républicains Annie Genevard a appelé le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer à mettre en place des "Etats Généraux" contre ce "fléau".

Selon plusieurs enquêtes, le harcèlement toucherait 10% des élèves de primaire, 6% des collégiens et 1,4% des lycéens, et selon le ministère de l'Education, 55% des élèves en situation de harcèlement sont touchés par la cyberviolence.



Hager Ben Cheikh Ahmed : La nomination de René Trabelsi est une très bonne chose pour la Tunisie

06-11-2018

F.J

[businessnews](http://businessnews.com.fr)

La députée du bloc de la Coalition nationale, Hager Ben Cheikh Ahmed, est revenue ce mardi 6 novembre 2018 lors de son intervention sur Jawhara FM, sur la nomination de René Trabelsi pour le poste de ministre du Tourisme et de l'Artisanat au sein du gouvernement de Youssef Chahed. « Cette diversification est une très bonne chose pour la Tunisie et consacre les principes de la constitution de 2014 », a-t-elle dit. En ce qui concerne le refus de Béji Caïd Essebsi de la composition du nouveau gouvernement, Hager Ben Cheikh Ahmed a expliqué que l'article 92 de la constitution confère totalement le droit au chef du gouvernement d'effectuer un remaniement ministériel, que ce qu'a fait Youssef Chahed ne viole pas la loi et que la composition du gouvernement actuel ne fait que refléter le poids politique du parti Ennahdha en Tunisie.



Elie Trabelsi commente la nomination de son frère à la tête du ministère du Tourisme

06-11-2018

B.H

[realites](http://realites.com)

Dans un post publié sur sa page officielle Facebook dans la soirée du lundi 05 novembre 2018, l'homme d'affaires de confession juive Elie Trabelsi est revenu sur la nomination de son frère René Trabelsi à la tête du ministère du Tourisme et de l'artisanat succédant ainsi à Selma Elloumi Rekik. Elie Trabelsi a considéré cette nomination comme étant une reconnaissance du travail exceptionnel que son frère ne cesse d'accomplir pour promouvoir l'image de la Tunisie « quand les tours opérateurs étrangers ont désertés et retirés la destination de leurs catalogues après la révolution ».



Mohamed Fadhel Mahfoudh: ministre des Droits de l'Homme

06-11-2018

mosaiquefm

Mohamed Fadhel Mahfoudh, a été nommé ministre des Droits de l'Homme et de la Relation avec la Société civile. Avocat tunisien, Mohamed Fadhel Mahfoudh était président de l'Ordre national des avocats de Tunisie du 24 juin 2013 au 11 juillet 2016. L'Ordre national des avocats de Tunisie est l'une des composantes du quartet du dialogue national qui a reçu le prix Nobel de la paix 2015. L'ancien bâtonnier a annoncé son ralliement à Machrouû Tounes 15 octobre 2016, parti fondé par Mohsen Marzouk

مقالات باللغة العربية



06-11-2017

ايمان عبد الستار

alchourouk

منزل بورقبيبة: تفكيك شبكة اتجار بمعينات قاصرات

تمكنت الوحدات الأمنية بمنطقة أمن منزل بورقبيبة من ولاية بنزرت في عملية أمنية ناجحة. ولاقت استحسان الأهالي من تفكيك شبكة متكونة من 9 اطراف من اجل الاتجار بالبشر متمثلة في معينات منزليات قصر تعيش عائلاتهن ظروفًا اجتماعية صعبة وذلك ما بين ولايتي بنزرت وباجة. وحسب المعطيات المتوفرة فانه بناء على جريمة تحويل وجهة فتاة قاصر سنها دون 15 عاما منذ قرابة الشهر واستعمال الحيلة في ذلك والاعتداء عليها بفعل الفاحشة بالقوة وافتكاك متاعها تورط فيها شاب يبلغ من العمر 26 عاما بمدينة منزل بورقبيبة في حق فتاة من إحدى المدن المجاورة عملت فترات متفاوتة معينة منزلية وهي دون السن القانونية لفائدة احدى السيدات المقيمة بمحل سكنها بمدينة منزل بورقبيبة بالجهة. وفي خطوات متقدمة من الابحاث الخاصة بهذه القضية تم بسماع المتضررة التعرف على تفاصيل مثيرة حول شبكة اتجار وخبوطها حيث جلبها اكثر من وسيط الى مدينة منزل بورقبيبة حيث كانت تعمل هناك لفائدة احدى السيدات بمحل سكنها كمعينة منزلية لكنها فرت على متن سيارة «اجرة لواج» نحو العاصمة حيث تم ايقافها في مستوى نقطة الاستخلاص بطريق السيارة من قبل اعوان أمن منزل بورقبيبة حيث تم بسماعها التعرف على هوية الشاب الذي اعتدى عليها في مناسبتين بعد التهديد بها بفعل الفاحشة بمستودع وافتكاك مبلغ مالي كانت سرقة من منزل مؤجرتها. وبمداهمة احد المنازل بعد حصر الاوصاف في المتورط في عملية اغتصابها تم ايقافه من اجل ما نسب اليه من افعال فيما تم فتح تحقيق ثان وايقاف 9 أنفار من بينهم المؤجرة من اجل التورط في شبكة اتجار بالبشر حيث ضحاياها بنات قصر معينات منزليات دون العمر القانوني. والمظنون فيهم ما بين العقد الثالث والرابع من العمر وهم متورطون في جريمة التوسط لتأمين عمل للقصر بعد التهديد بعائلاتهم ذات الدخل المحدود التي تعيش ظروفًا مادية واجتماعية صعبة.



06-11-2018

فتحية سعادة

lemaghreb

المكلف بالإعلام لدى المحكمة الإدارية عماد الغابري لـ«المغرب»: «اتخاذ وزارة الداخلية لإجراء منع السفر من تلقاء نفسها غير شرعي وعليها الالتزام بقرارات المحكمة»

اعتبرت المحكمة الإدارية بتونس أن اتخاذ إجراء منع السفر من قبل وزارة الداخلية لبعض الأشخاص دون

الحصول على بطاقة قضائية غير شرعي وفاقد لأي سند قانوني.

عادت مسألة اتخاذ وزارة الداخلية لإجراء منع السفر ضد بعض الأشخاص، دون إذن قضائي، لتطرح من جديد على الساحة القضائية، خاصة أمام الظروف التي تمر بها البلاد التونسية حاليا.

وفي هذا الإطار أكد المكلف بالإعلام لدى المحكمة الإدارية القاضي عماد الغابري أنّ المحكمة الادارية، ومنذ 2016، قد اصدرت عشرات الاحكام سواء بايقاف تنفيذ قرار وزارة الداخلية المتعلقة باتخاذ اجراء منع سفر من تلقاء نفسها و في الاصل بالغاءه.

واعتبر مصدرنا ان الادارة ،في معرض دفاعها، تستند الى الأمر المنظم لوزارة الداخلية الذي يعطيها صلاحية ضبط الجولان والتنقل ومراقبة جولان الأفراد سواء على المستوى الإقليمي او أثناء المغادرة. واكد انه «عادة ما تعتبر الإدارة انه طبقا لهذا الأمر أنها لها الصلاحية المطلقة في اتخاذ القرارات المتعلقة بمنع بعض الأفراد من السفر، إلا أن المحكمة الإدارية أثبتت أن ذلك غير سليم قانونية».

واوضح بان المحكمة الادارية قد اثبتت أن «النص الذي يمس من الحقوق والحريات لا يجب ان يكون في مرتبة النص الترتيبي بل يجب ان يكون تشريعيا فما فوق نظرا لأنه يمسّ بالحقوق الأساسية وهي الحق في التنقل والحق في المغادرة».

وشدد مصدرنا على أن «قانون جوازات السفر لسنة 1975 أعطى بصفة صريحة صلاحية المنع من السفر الى القضاء وليس للإدارة، مشيرا الى أن القرار المذكور يتخذ فقط من قبل القاضي المتعهد لملف تتبع جزائي للشخص المعني بالأمر.وعلى هذا الأساس فانه من غير المعقول أن تختلق إدارة في (إطار منظومة أمنية) صلاحية منع السفر في حرق واضح للقانون».

وبخصوص الأوامر التي تستند إليها وزارة الداخلية (الأمر المنظم لوزارة الداخلية و الأمر عدد 50 لسنة 1978 مؤرخ في 26 جانفي 1978 يتعلق بتنظيم حالة الطوارئ)، فقد أكد الغابري أن المحكمة الإدارية أثبتت أن النصوص المذكورة لا تتضمن أي إسناد صريح يمكن الإدارة من اتخاذ الإجراءات المذكور، مؤكدا أن المحكمة اعتبرت أن الإجراءات ضدّ أشخاص بعينهم، (والذين قاموا بالطعن في القرارات المذكورة) غير شرعي وغير قانوني.

من جهة أخرى فقد دعا عماد الغابري وزارة الداخلية الى «ضرورة قراءة قرار المحكمة الإدارية قراءة قانونية سليمة، والتخلّي عن اتخاذ إجراء منع السفر من تلقاء نفسها وان تلجئ للقضاء لطلب الإذن بمنع المعني بالأمر من المغادرة».

وشدد الغابري على ان موقف المحكمة الادارية بخصوص الإجراءات المذكورة، ليس بجديد، وقد سبق وان اصدرت نفس الأحكام تقريبا منذ 2016 والى حدّ جويلية 2018 سواء في توقيف التنفيذ او في الأصل ب الإلغاء في حقّ عشرات الأشخاص، خاصة وأنّ القانون قد خول فقط للقاضي اتخاذ اجراء منع السفر ضدّ الاشخاص المعنيين بالامر.



06-11-2018

[shemsfm](http://shemsfm.com)

إدارة المطالعة بوزارة الثقافة: «المؤشر الوطني للقراءة لم يتجاوز 58,0 كتاب في السنة للفرد»

كشف إلياس الربحي مدير إدارة المطالعة العمومية بوزارة الشؤون الثقافية، الثلاثاء بالمهدية، أن "مؤشر القراءة بتونس لم يتجاوز 58,0 كتاب في السنة للفرد الواحد". ونبه الربحي، في تصريح إعلامي على هامش الملتقى الوطني للمطالعة الذي تحتضنه المهديّة من 6 إلى 8 نوفمبر، إلى الانعكاس "الخطير لهذا المؤشر على الحياة الاجتماعية والاقتصادية للتونسيين". وأشار المتحدث إلى أن تدني مؤشر القراءة "يحيل مباشرة إلى ارتفاع منسوب الجريمة والانحراف والطلاق وغيرها من الظواهر الاجتماعية السلبية" إذ يتم اعتماد مؤشر القراءة ضمن "بيانات التوتر والنمو والثروة" وهو مقياس عالمي يرغب المستثمرين أو ينفروهم. ولاحظ المسؤول أن الملتقى، الذي ينظم تحت شعار "النسيج الجمعياتي ودوره في إرساء اللامركزية الثقافية"، يرمي إلى مزيد تشريك المجتمع المدني في مشاريع وبرامج وزارة الشؤون الثقافية الرامية إلى تنمية الرغبة في المطالعة والقراءة.



06-11-2018

[mosaiquefm](http://mosaiquefm.com)

جلول: شبكات التواصل الاجتماعي أصبحت أداة للإساءة والتجريح وهتك الأعراض

قال رئيس المعهد التونسي للدراسات الإستراتيجية ناجي جلول خلال ندوة حول شبكات التواصل الاجتماعي بالعاصمة اليوم الأربعاء 7 نوفمبر 2018 إنّ شبكات التواصل الاجتماعي هي أحد المشاكل الكبرى في البلاد والبعض منها أصبحت أداة للإساءة والتجريح وهتك الأعراض في ظل غياب قوانين وتشريعات تنظمها. ولفت جلول إلى أن حوالي 7 ملايين تونسي منخرطون في وسائل التواصل الاجتماعي التي أصبحت أداة لنشر الأكاذيب، في حين أنها اكتسبت دورا إيجابيا بادئ الأمر، مذكرا بدورها في الثورة التونسية. وأكد ناجي جلول أننا اليوم في حاجة إلى تخليق شبكات التواصل الاجتماعي!

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>05-11-2018</p> <p>Farhat Othman</p> <p>Juriste, politiste, chercheur en sociologie et ancien diplomate</p> <p>huffpostmaghre b</p>	<p>Ces faux humanistes qui veulent pérenniser l'homophobie en Tunisie</p> <p>Il est temps de s'attaquer à la vraie cause empêchant l'abolition de l'homophobie, qui est le prétexte religieux. Prétexte et même mythe, car la preuve a été faite déjà que l'islam n'a jamais été homophobe!</p> <p>Qui ne sait la lourdeur de la procédure législative en Tunisie? Aussi, voter ou abolir une loi n'est pas aisé; ce qui fait qu'une fausse réforme n'est qu'un temps précieux perdu pour servir une cause éminente comme l'abolition de l'homophobie. Cela revient même à lui donner le coup de grâce!</p> <p>C'est le cas quand elle vient, par exemple, amender une loi scélérate dont nul ne doute plus de la nécessité, et surtout l'inéluctabilité, de son abolition. Cela revient, en effet, à la légitimer sinon en la pérennisant, du moins en la maintenant encore un temps pendant lequel on continuera à brimer les innocents impunément. Et c'est un salut inespéré pour un texte scélérat condamné à aller assez vite dans la poubelle de l'histoire.</p> <p>C'est ce le cas de la proposition de loi qu'on annonce pour début novembre sur l'interdiction du test anal. En effet, au lieu de s'attaquer à la cause pour l'abolir, l'article 230 du Code pénal, elle se limite à se soucier d'un aspect dérisoire, présenté comme étant la cause de la cause, alors qu'il n'en est que l'effet qui ne supprimera nullement la cause véritable. Aussi, les députés défendant la cause anti-homophobie ne doivent pas se tromper ni croire ce que leur assurent les cryptohomophobes qui les trompent en volant au secours des homophobes acculés à lâcher du lest sur la question.</p> <p>Une proposition de loi vicieuse</p> <p>Il n'est pas étonnant, au demeurant, que cela arrive au moment même où l'islam politique est au plus mal en Tunisie, le parti Ennahdha, représentant le corps de députés le plus important au parlement, étant empêtré dans ses contradictions flagrantes et ses mensonges sur sa mutation démocratique. Acculé par ses soutiens occidentaux à manifester par des actes concrets ses prétentions à une démocratie islamiste, il est plus que jamais prêt à céder sur les questions des libertés, notamment sur certaines questions sensibles, dont celle de l'homosexualité.</p> <p>Mais il le fait à sa manière hypocrite, simulant un humanisme affiché qui cache mal une homophobie latente, à peine occultée. C'est ce qui nous fait assister à ces menées pour le moins surprenantes au parlement où l'on prétend s'attaquer à l'homophobie, non pas de front,</p>

en éliminant sa cause, mais de biais; ce qui revient assurément à la légitimer pour encore un temps pour le moins, sinon pour toujours.

Le plus surprenant est que c'est le fait aussi de députés se présentant comme humanistes et démocrates qui, sans s'en rendre compte, agissent contre l'humanisme et la démocratie, au service des homophobes, en prenant la responsabilité de présenter la proposition de loi d'inspiration faussement libérale à visée essentiellement intégriste. C'est bien le cas des promoteurs de la dernière initiative de loi pour interdire le test anal en Tunisie.

Les vrais humanistes et les démocrates intègres ne doivent pas se laisser abuser en tombant dans ce piège qui n'a pour ultime visée que de pérenniser l'homophobie en Tunisie. En effet, au prétexte qu'on souhaite faire quelque chose en direction de cette catégorie de citoyens tunisiens brimés par la loi homophone, on décide non point d'abolir la cause, qu'est l'article 230, mais de la maintenir, s'y référer même, en n'interdisant que le test anal qui n'en est qu'une manifestation, nullement la condition d'application.

Pour justifier ce texte machiavélique, on prétend à tort que c'est le test anal qui permet l'application du texte scélérate; or, il ne fait que le justifier pour faciliter une condamnation qui existe déjà du fait même de l'article 230. Par conséquent, l'interdiction du test anal sera un bien mauvais cadeau à faire aux militants LGBT puisqu'elle permettra non seulement le maintien, mais aussi une justification a contrario, de l'homophobie. Celle-ci est ainsi loin d'être appelée à disparaître faute de test anal; elle sera même renforcée en obtenant, grâce à ce texte s'y référant, une nouvelle confirmation. Et on continuera à arrêter les innocents au motif d'une sexualité pénalisée, trouvant d'autres moyens pour prouver leur homosexualité.

Aussi, les députés véritablement démocrates et humanistes ne doivent ni appuyer ni accepter cette manœuvre qui n'est qu'une ultime tentative éhontée de confirmer la légitimité de l'homosexualité dans le droit tunisien. Ils ont plutôt intérêt à se focaliser sur l'essentiel consistant à démontrer l'illégitimité de l'homophobie, et ce non seulement eu égard au droit et aux principes humanistes, mais aussi à l'islam au respect des valeurs duquel renvoie la Constitution.

Démystifier l'empêchement faussement religieux

Il est temps de s'attaquer à la vraie cause empêchant l'abolition de l'homophobie, qui est le prétexte religieux. Prétexte et même mythe, car la preuve a été faite déjà que l'islam n'a jamais été homophobe ! Ce qu'on colporte de faussetés sur l'interdiction d'un sexe parfaitement naturel est une création jurisprudentielle qui pouvait se justifier en son temps, mais qui est parfaitement dépassée. Surtout, elle n'a aucune légitimité en islam pur où ni le Coran ni la Sunna authentique ne condamnent un sexe parfaitement accepté en terre d'islam.

Je l'ai démontré dans pas mal de livres, dont les plus importants sont en vente libre en Tunisie; j'ai démontré aussi la nature parfaitement bisexuelle du sexe arabe et maghrébin. C'est sur quoi je reviens dans mon dernier livre qui vient d'être publié à Tunis, évoquant les traits caractéristiques de la libido en Tunisie (L'Exception Tunisie, tome 2 : I-slam : islam postmoderne vs tradition judéo-chrétienne, Arabesques, septembre 2018). Au reste, j'y republie deux manifestes pour la dépénalisation de l'homosexualité avec le texte du projet de loi qui est de nature à être voté par le parti islamiste si les députés sérieux osent le proposer; car le chef du parti islamiste s'est engagé à l'accepter auprès de ses amis occidentaux. C'est ce qui explique ce projet bâtard et vicieux qui, au prétexte de servir la cause homosexuelle (ou homosensuelle selon ma terminologie), ne fait que la desservir par la résilience pour longtemps de l'homophobie.

C'est une question de morale et de logique : on croit au droit de tout un chacun à une vie intime libre et on abolit donc l'article 230; ou on ne le croit pas. Aussi, il ne sert à rien de voter un texte pour interdire la pratique parfaitement et unanimement réprouvée du test anal quand elle ne nécessite qu'un arrêté ministériel. Ne nous trompons donc pas de combat et de valeurs ! Osons plutôt rappeler que c'est bien le respect de l'islam qui commande incontinent d'abolir l'homophobie, car c'est une injustice flagrante aussi bien à l'égard de ceux qui ont été créés ainsi par Dieu que d'une religion éminemment tolérante et humaniste en son essence.

À ceux qui prétendent qu'il s'agirait par ce texte vicieux d'un pas vers l'abrogation du honteux article 230 du Code pénal, il faut répondre que ce serait un pas en arrière, agissant pour sa pérennisation encore un temps plus ou moins long alors que jamais la conjoncture n'a été plus favorable pour son abolition. Ce se sont bien les intégristes, n'en doutons pas, qui sont à la manoeuvre derrière le paravent de supposés humanistes.

Sur l'homophobie, il ne doit pas y avoir de demi-mesure. De deux choses l'une : soit on n'est pas homophobe et on abolit sa base légale, soit on l'est et il ne sert à rien de vouloir jouer au plus malin avec des textes subalternes qui ne changeront en rien la criminalisation d'une homosexualité qui n'a rien à voir avec l'islam, relevant de la tradition judéo-chrétienne qui y a été introduite.

Adresse à Madame Khawla Ben Aïcha

Nous nous adressons donc ici à la députée du bloc Al Horra, Khawla Ben Aïcha, qui a annoncé son intention de déposer, début novembre, la proposition de loi destinée à amender ledit article : si vous croyez sincèrement que l'article homophobe est liberticide et inconstitutionnel, ne servez pas les intérêts des homophobes qui veulent le maintenir, abolissez-le plutôt! C'est parfaitement possible!

Je ne doute pas de votre indignation par la pratique moyenâgeuse du test anal ni de votre

sincérité à prendre à cœur la défense de cette cause juste et de mettre fin au plus vite à cette ignominieuse violation des droits humains basiques. Mais faites-le en osant proposer le texte qui, contrairement à ce qu'on vous fait croire, est assuré d'être voté par le parti le plus nombreux dans l'Assemblée.

Je l'ai déjà dit et démontré : il y a eu déjà un engagement en la matière du plus éminent des islamistes en Tunisie. De plus, c'est agir vite aussi comme vous le souhaitez, pour peu que l'on y fasse la publicité médiatique nécessaire; il ne finira donc pas, soyez-en assurée, dans les tiroirs du parlement. Car il y a eu pas mal de littérature sur la question et les esprits y sont désormais prêts, outre les experts pour en parler !

Madame Ben Aïcha, le seul changement crédible et utile aujourd'hui pour une législation en phase avec les libertés individuelles inscrites dans la nouvelle constitution est le texte que je reproduis encore ici tel quel ou inséré dans un autre plus large, en prise avec l'actualité de l'égalité successorale, étendant même encore plus la marge des libertés. C'est le projet 3 en 1 proposé ici . Pourquoi ne pas le reprendre à défaut du texte se limitant à l'homosexualité ? Vous avez ainsi l'embarras du choix pour agir utile et efficacement.

Ce serait alors la meilleure manière d'ouvrir le débat sur les trois sujets les plus sensibles dans le pays (homophobie, égalité successorale, alcool) et qui, ne nous y trompons pas, ne se heurtent pas à une société conservatrice, mais à ses élites qui le sont ou la croient ainsi. Si le Tunisien est effectivement fortement attaché à ses croyances et ses traditions, ces dernières elles moins religieuses que spirituelles; il suffit de lui tenir le discours de la raison et du coeur pour le vérifier et s'en rendre compte.

Bien évidemment, je me tiens à votre disposition pour mieux vous éclairer sur la position de l'islam en la matière et vous faire tenir certains de mes ouvrages ayant clarifié de la manière la plus scientifique le statut de l'homosexualité (mais aussi des autres questions) aussi bien en islam que dans notre société.

Je ne le répèterais jamais assez : ce sont les minorités au pouvoir qui ont inventé le mythe d'une société tunisienne conservatrice alors qu'elle est libertaire dans l'âme. Il y a juste ce fait à ne pas oublier, à savoir que les lois scélérates, auxquelles tiennent nos élites déconnectées des réalités, obligent les masses à pratiquer ce que je nomme jeu du je, une hypocrisie sociale afin de survivre au milieu de contraintes légales et se préserver des violences des minorités dogmatiques, qui sont aussi bien religieuses que salafistes profanes.

Par conséquent, il faut avoir le courage aujourd'hui de cesser de se cacher derrière une opinion publique introuvable pour prétendre tabous certains sujets qui ne le sont que pour des minorités. Et je le répète, l'homosexualité n'est pas tabou dans la société; elle est même une pratique banalisée; c'est juste d'en parler qui est non pas un tabou, mais un interdit du fait de

la loi scélérate et des désagréments que cela suppose. Il faut donc cesser de répéter la logomachie intégriste consistant à dire qu'il ne faut pas bousculer le religieux, car c'est l'homophobie qui le bouscule et le défigure, non son abolition qui sera bel et bien un retour à l'esprit sain de la foi selon ses visées et non son interprétation humaine imparfaite et frelatée.

Les députés qui, comme vous, Madame Ben Aïcha, croient qu'on aidera à la dépénalisation de l'homosexualité en se limitant à se focaliser sur la violation de l'intégrité physique et morale et les droits fondamentaux de tout être humain doivent se rendre à l'évidence que bien loin de rendre caduc l'article 230 en mettant un terme aux tests annaux, ils permettront à un texte moribond un sursaut inespéré de vitalité, car on trouvera bien un tas d'autres moyens pour son application; et l'esprit vicieux ne manque pas de ficelles. En tout cas, on n'arrêtera pas de harceler des innocents au nom de cette honte; est-ce acceptable pour de vrais humanistes?

Pour qui parle, maintenant, de la politique des étapes, citant à tort Bourguiba, rappelons que cela a été appliqué en politique et non en matière sociale où le Combattant suprême a toujours tranché dans le vif. D'ailleurs, s'il n'avait pas procédé ainsi, la femme n'aurait pas eu à ce jour sa liberté qui permet de résister à l'intégrisme rampant ! Qu'on médite donc mieux l'exemple de Bourguiba et qu'on ne doute surtout pas de la nécessité de la radicalité de l'arme législative.

Surtout, il ne faut pas douter qu'on n'aura aucun mal à passer un texte salubre comme celui que je n'arrête de proposer, qui rappelle que c'est tout autant au nom du droit et de la religion qu'on agit à abolir l'homophobie, cette violation de la justice et de l'esprit d'équité qui sont tout à la fois la quête de la loi suprême en Tunisie que de la religion à laquelle elle renvoie.

Le revoilà en rappel. Que Madame Ben Aïcha le retienne en lieu et place du texte sur lequel elle planche qui ne fera que du tort à la cause qu'elle est supposée défendre, légitimant a contrario l'homophobie contre laquelle elle croit lutter:

PROJET DE LOI

Abolition de l'homophobie en Tunisie

Attendu que l'homophobie est contraire aux droits de l'Homme et au vivre-ensemble paisible, à la base de la démocratie,

Attendu que l'orientation sexuelle relève de la vie privée que respectent et l'État de droit tunisien et l'islam,

Attendu que l'article 230 du Code pénal viole la religion musulmane qui n'est pas homophobe étant respectueuse de la vie privée de ses fidèles qu'elle protège ;

L'ARP décide :

Article unique

La vie privée étant respectée et protégée en Tunisie, l'article 230 est aboli.

مشروع قانون في إبطال تجريم المثلية

فصل وحيد

حيث أن كراهة المثلية مخالفة لحقوق الإنسان في حياة مجتمعية آمنة، وهي أساس الديمقراطية؛

وحيث أن التوجه الجنسي للبشر من حياتهم الخصوصية التي تضمن حريتها دولة القانون والإسلام؛

وحيث أن الفصل 230 من القانون الجنائي يخرق الإسلام وينتهك تسامحه، إذ لا كراهة فيه للمثلية لاحترامه لحرمة الحياة

الخاصة للمؤمن وضمانه التام لها؛

فإن مجلس نواب الشعب يقرر ما يلي:

نظرا لأن الحياة الخصوصية محترمة ومضمونة دستوريا بالجمهورية التونسية، لذا، أُبطل الفصل 230 من القانون الجنائي .



05-11-2018

I.N

[businessnews](http://businessnews.com.tn)

La procédure S17 est illégale, selon le Tribunal administratif

«La procédure S17 est illégale. Le ministère de l'Intérieur y a recours sans référence légale. Il s'agit d'une procédure judiciaire et non administrative. Et, l'administration n'a pas le droit de l'utiliser", C'est ce qu'a confié le juge administratif et responsable de la communication au Tribunal administratif, Imed Ghabri, dans une déclaration à Mosaïque Fm, ce lundi 5 novembre 2018. M. Ghabri a indiqué que ceux qui sont concernés par cette procédure font appel auprès du Tribunal administratif, pour «abus de pouvoir", ou pour "suspension de la procédure". Et dans les deux cas, le tribunal a estimé que la procédure "S17", n'a aucun référent juridique. L'administration n'a pas le droit de recourir à ce genre de décision. Il s'agit d'une procédure purement judiciaire et c'est au juge en charge de l'affaire d'en décider, a expliqué M. Ghabri. C'est ainsi, qu'à chaque fois que le tribunal a un recours pour suspension d'exécution de la procédure S17, le Tribunal administratif l'a annulé a-t-il précisé. Cependant, même si, sur le fond la justice a tranché, que c'est une procédure judiciaire et non administrative, et que le recours du ministère de l'intérieur à la procédure S17 est illégal, il n'en demeure pas moins que le Tribunal administratif n'a pas annulé définitivement la procédure S17. En d'autres termes, explique M. Ghabri, "malheureusement, le ministère pourrait avoir encore recours à cette procédure". La mesure de contrôle frontalier, communément connu sous l'appellation "procédure S17", n'est pas rendue publique et elle n'est soumise à aucun contrôle judiciaire complet. En effet, la procédure S17 a été mise en place en 2013, dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme. Les autorités

affirment que ces mesures visent à empêcher des individus soupçonnés d'être affiliés à des groupes djihadistes de rejoindre des groupes armés à l'étranger, notamment le groupe armé qui se fait appeler Etat islamique (EI) en Syrie, et à contrôler les déplacements des personnes revenues de zones de conflit.



La délégation israélienne se retire du forum à Hammamet

04-11-2018

mosaiquefm

Des participants israéliens et des représentants du Forum international des scouts juifs au Forum mondial "ambassadeurs du dialogue entre religions" organisé à Hammamet se sont retirés ce dimanche 4 novembre 2018. La délégation a contesté la nature urgente du verdict de la justice tunisienne. Pour rappel, le tribunal de première instance à Tunis a rendu un verdict empêchant l'organisation des scouts tunisiens d'accepter des participants israéliens et des représentants du Forum international des scouts juifs au Forum, même si ce verdict ne les concerne pas, a indiqué la correspondante de Mosaïque FM dans la région. Notons que plusieurs organisations et des représentants de la société civile et les scouts tunisiens ont réclamé des organisateurs du forum de présenter des explications sur la participation d'un représentant d'une association "JEWISH SCOUTS FORUM" pour participer aux travaux du forum.

مقالات باللغة العربية



05-11-2017

alchourouk

حملة أمنية بباب بحر بالعاصمة تسفر عن العديد من الإيقافات

تولّت منطقة الأمن الوطني بباب بحر بتونس العاصمة يوم 03 نوفمبر 2018، تنظيم حملة أمنية، أسفرت وفق بلاغ لوزارة الداخلية عن القبض على 04 اشخاص مفتش عنهم في قضايا عدلية مختلفة. وتقديم 05 أشخاص من أجل مخالفة السكر والتشويش بالطريق العام والإحتفاظ بشخص من أجل مسك وإستهلاك أقراص مخدرة والإحتفاظ بشخص من أجل السرقة بإستعمال العنف والإحتفاظ بشخص من أجل الإعتداء بالعنف الشديد والإحتفاظ بشخص من أجل السرقة.



05-11-2018

shemsfm

مطلع 2019: تشغيل الكاميرات المراقبة في شوارع تونس الكبرى وعدد من الولايات

أفاد الناطق باسم وزارة الداخلية سفيان زعق، أن مشروع تركيز كاميرات مراقبة في شوارع اقليم تونس الكبرى وعدد من الولايات لا يزال في طور الإنجاز وأشغاله تقدمت بنسبة 85 بالمائة. وقال سفيان زعق في تصريح لفقرة الحكاية وما فيها في الماتينال، إن هذا المشروع سيدخل حيز التنفيذ أوائل سنة 2019، مبينا أن هناك تنسيق مع هيئة حماية المعطيات الشخصية. وذكر أن تفعيل المشروع لن يكون إلا بعد موافقة الهيئة المذكورة، مشيرا إلى أن هذا المشروع يشمل بعض الولايات مثل سيدي بوزيد والكاف وجندوبة.



05-11-2018

mosaiquefm

الرايس: تونس تراجعت بـ40 مرتبة في السلامة المعلوماتية

قال المدير بشركة "AXIANS" حلمي الرايس في تصريح لموزاييك 2018 إنّ مشكل الأمن المعلوماتي والدفاع السيبرني يشغل المهنيين وليس مسؤولي السلامة المعلوماتية فقط، مشيرا إلى وجود تقنيات جديدة تهم حماية المعلومات والمعطيات الشخصية للمواطنين في عدة مؤسسات خاصة العمومية وذلك في تصريح بمؤتمر منتدى قرطاج للسلامة المعلوماتية والدفاع السيبرني.

هجرة المهندسين تهدد سلامتنا المعلوماتية وتطوير الدفاع السيبرني

وتحدّث حلمي الرايس عن عدة مشاكل تعترض عملهم خاصة المتعلقة بقلة الكفاءات في مجال الدفاع السيبرني نظرا لهجرة المختصين الى الخارج بسبب الوضع الاقتصادي الراهن، معتبرا أنه من الضروري الإسراع في إيجاد إصلاحات قانونية في هذا المجال، لضمان بقاء هذه الكفاءات في تونس .

وقال " من غير المعقول اليوم أن نجد التشريعات القانونية في مؤسسات حيوية كالمستشفيات وشركات الكهرباء والغاز والنقل والبنوك مشابهة لتشريعات شركة بيع المشروبات الغازية مثلا".

وشدّد على ضرورة إعطاء دور سيادي لوكالة السلامة العمومية لتوسيع تدخلاتها في فرض الدفاع السيبرني. واعتبر أن ترفيع ميزانيات المؤسسات الحيوية سيمكن من انتداب مهندسين مختصين في السلامة والأمن المعلوماتي بهذه المؤسسات، داعيا إلى ضرورة الإصلاح العميق للوكالة الوطنية للسلامة المعلوماتية التي تعمل منذ 15 سنة خاصة بعد أن كانت تونس تحتل المرتبة الأولى عربيا وإفريقيا فيما تحتل اليوم المرتبة 40.

ودعا حلمي الرايس إلى توفير أكثر إمكانيات اقتصادية ومالية للوكالة لانتداب كفاءات في المجال ودعم ذلك بإطار قانوني يسمح لها بفرض حماية المؤسسات الحيوية للمعطيات الحيوية للمواطنين أو إلحاق الوكالة بالحكومة لتكون في موضع قوة ولها دور سيادي.

بقاء الوكالة تحت سلطة وزارة تكنولوجيايات الاتصال لا يمنحها حرية كبيرة

واعتبر أنّ بقاء الوكالة تحت سلطة وزارة تكنولوجيايات الاتصال لا يمنحها حرية كبيرة للتحرك والتطور. وفي علاقة بالهيئات الوطنية كهيئة مكافحة الفساد وغيرها، اعتبر حلمي الرايس أنّه من غير المعقول اليوم تواصل اعتماد آليات عمل قديمة في التسجيل وأرشفة المعطيات الشخصية، معبرا عن استغرابه من تأخر هذه الهيئات ومؤسسات الدولة في إرساء مواقع إلكترونية للتسجيل عن بعد واستخراج وثائق شخصية والتصريح بالجباية والمكتسبات الشخصية.

واعتبر أن تسهيل هذه الخدمات على الأشخاص يتطلب الاتصال بالفاعلين الإقتصاديين في مجال السلامة المعلوماتية والدفاع السيبرني وإعلان طلبات عروض واضحة للجميع وفتح الأبواب لتلقي المساعدة من المختصين في هذا المجال .

المؤسسات الحيوية مطالبة بوضع استراتيجية مبنية على تحليل المخاطر لضمان سلامتها

وأضاف أنّ كل مؤسسة مطالبة اليوم بوضع إستراتيجية دقيقة متعلقة بالدفاع السيبرني ضد الإرهاب الذي قد يستهدف مؤسسات حيوية على غرار شركة الكهرباء والغاز في محاولة لاختراقها والتحكم فيها عن بعد. وشدد حلمي رايس على أن آليات الدفاع السيبرني ليست مكلفة بل تتطلب تنظيما وتخصيص جهاز خاص بها .